

accord éventuel. À Washington, ils sont convenus d'élaborer "(...) un accord en vertu duquel chaque partie s'engagerait à respecter le Traité ABM, dans sa forme de 1972, dans les recherches, les mises au point et les essais qu'elle effectuerait en conformité avec ledit traité et à ne pas se retirer du Traité ABM pendant une période de temps définie". Des discussions intensives sur la stabilité stratégique devaient commencer au moins trois ans avant la fin de cette période; si ces discussions se révélaient infructueuses, chaque partie serait libre d'agir à sa guise une fois ladite période terminée. Cependant, rien dans le texte de la déclaration commune n'abordait la question de l'interprétation stricte par rapport à l'interprétation large du Traité ABM.

À l'heure actuelle, les États-Unis n'ont pas encore délimité de période de non-retrait, encore que leur proposition du Sommet de Reykjavik suggérant de la prolonger jusqu'en 1996, tout en l'assujettissant à un accord START, et celle de mai 1987, qui la ramenait à 1994, se trouvent toujours sur la table des négociations. La proposition soviétique, elle, portait sur une période de neuf ou dix ans.

Le 15 janvier 1988, à la neuvième série de pourparlers sur les ANS, les Soviétiques ont déposé un projet de protocole relatif au Traité sur la réduction des armements stratégiques (START). Pendant les dix années où tout retrait serait impossible, les essais de systèmes ABM et de leurs composantes seraient régis par l'interprétation stricte du Traité ABM. Les Soviétiques ont fait savoir que, si ces conditions étaient réfutées, ils refuseraient tout accord START.

Les États-Unis ont rejeté le projet soviétique en affirmant qu'un éventuel Traité START ne saurait être lié à des restrictions visant l'IDS. Le 22 janvier 1988, ils ont présenté un projet de traité qui favoriserait une transition vers une structure militaire à dominante défensive en permettant la mise au point, les essais et le déploiement de défenses anti-missiles perfectionnées.

Le 22 avril 1988, au cours d'une rencontre entre MM. Shultz et Chevardnadze à Moscou, les Soviétiques ont présenté un nouveau projet d'accord. En revanche, ils ont refusé d'élaborer en commun avec les États-Unis un projet de traité, ainsi que le proposaient ces derniers.

Du 24 au 31 août 1988 s'est tenue la troisième conférence d'examen de l'application du Traité ABM. Avant la conférence, d'aucuns se demandaient si les États-Unis accuseraient l'Union soviétique d'avoir enfreint le Traité de façon significative (violation matérielle), ce qui aurait justifié un éventuel retrait unilatéral de leur part. Néanmoins, peu avant la conférence, les Américains ont annoncé qu'ils remettaient leur décision à une date ultérieure. Contrairement aux deux précédentes, cette conférence-ci s'est clôturée sans déclaration commune qui aurait réaffirmé l'objet et les buts du Traité. En mai 1989 par ailleurs, l'URSS a offert de démanteler son installation radar de Krasnoyarsk si les États-Unis acceptaient d'adhérer à l'interprétation stricte du Traité ABM. Washington a cependant rejeté cette offre.

La dixième ronde de négociations sur les ANS s'est terminée le 16 novembre 1988 sans que les interlocuteurs aient sensiblement progressé sur la question de ces armes. Après avoir révisé sa politique stratégique au début de 1989, le gouvernement Bush a fait savoir qu'il suivrait un cours quelque peu différent de